



SÉANCES D'INFORMATION ORGANISÉES PAR OIM ET LE PDDRCs POUR LA COMMUNAUTÉ AVANT LA TENUE DU DIALOGUE COMMUNAUTAIRE À TWUMBWE. © IOM, MAI 2023

FAITS SAILLANTS

- ⇒ L'OIM accompagne l'opérationnalisation et la mise en œuvre effective du P-DDRCS dans les provinces de l'Est de la RDC
- ⇒ Sud-Kivu : 21 victimes de la traite de personnes traduisent leurs bourreaux en justice
- ⇒ Plaidoyer pour un meilleur accès des déplacés internes aux vaccins contre la Covid-19
- ⇒ Remise officielle de trois nouveaux bâtiments à la PNC dans le cadre de la mise en œuvre de la Police de Proximité dans la Kimbanseke à Kinshasa
- ⇒ Police de Proximité effective dans la commune de Kanzala à Tshikapa
- ⇒ Des personnes déplacées sensibilisées sur le rôle des femmes dans la gouvernance des sites de déplacement de Kalemie

L'OIM ACCOMPAGNE L'OPÉRATIONNALISATION ET LA MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DU P-DDRCS DANS LES PROVINCES DE L'EST DE LA RDC

Depuis début 2022, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec le soutien de ses partenaires, accompagne l'opérationnalisation et la mise en œuvre du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS) dans les provinces du Tanganyika, du Nord Kivu, Sud-Kivu et Ituri.

Pour l'heure, cet appui concerne le soutien technique et logistique pour le déploiement des équipes du P-DDRCS, le renforcement des capacités, et la facilitation de la tenue de dialogues ou consultations communautaires avec l'ensemble des parties prenantes au conflit.

Les récentes consultations de paix, organisées le 3 mai 2023 à Tumbwe et à Lambokatanga, une localité située à 145 Km du territoire de Kalemie au Tanganyika, ont permis à environ 200 ex-combattants d'accepter d'adhérer au processus du P-DDRCS et de déposer les armes. Cela fait également suite aux consultations organisées en juin 2022, qui avaient réuni à Kalemie plus de 320 leaders d'opinion venant de six territoires du Tanganyika pour réfléchir et dialoguer sur des solutions pacifiques aux conflits. Cette initiative de dialogue communautaire entre Twa et bantu a été pilotée par le Coordonnateur national du P-DDRCS.

Par ailleurs, l'OIM, en collaboration avec la MONUSCO et le fonds des Nations Unies pour la consolidation de la Paix (PBF) met en œuvre des projets pilotes P-DDRCS et de réintégration communautaire dans le but de faciliter la réinsertion et la réintégration des ex-combattants ayant accepté de souscrire au processus de paix lancé par les autorités congolaises tout en appuyant le relèvement communautaire et la stabilisation des communautés affectées par les conflits. Au total 6000 personnes, dont 3000 ex-combattants et 3000 membres des communautés vont bénéficier de manière directe aux projets pilotes P-DDRCS dans les provinces de l'Ituri, Sud Kivu et au Nord Kivu en facilitant la réinsertion, la réintégration et le relèvement communautaire. Cette initiative

bénéficiera indirectement aux zones de retour à travers la pacification, l'amélioration de la cohésion sociale et des infrastructures communautaires. Ce programme, mis en œuvre par l'OIM avec le soutien du Fonds de Cohérence pour le Stabilisation (FCS), vise à promouvoir des solutions durables pour atténuer les effets de la crise et minimiser les facteurs sous-jacents des conflits tout en contribuant à la consolidation de la paix, à la réconciliation et à la relance des activités socio-économiques.

Pour rappel, le P-DDRCS a été lancé en juillet 2021 par le président de la République, en remplacement aux anciens Programmes DDR et STAREC afin de s'attaquer aux causes profondes des conflits à travers l'inclusion dans les approches de stabilisation, de gouvernance, de développement socio-économique, de stabilisation et de relèvement dans les zones d'accueil des ex-combattants.



ILLUSTRATION D'UNE VICTIME DE LA TRAITE DES PERSONNES, ©IOM 2023

SUD KIVU- DES VICTIMES DE TRAITE DES PERSONNES TRADUISENT LEURS BOURREAUX EN JUSTICE

La République Démocratique du Congo (RDC) enregistre des avancées significatives dans la lutte contre la traite des personnes. Grâce à la nouvelle loi promulguée en décembre 2022 par le président de la République Félix Tshisekedi, 21 filles victimes de la prostitution forcée ont porté plainte contre leurs bourreaux au parquet de Bukavu (Sud-Kivu).

Il s'agit de 21 jeunes femmes vulnérables qui attendent de la justice la réparation pour tous les préjudices subis de la part de leurs bourreaux.

Le premier substitut du procureur de la République près le parquet de grande instance de Bukavu a annoncé lors d'un point de presse l'ouverture d'une enquête judiciaire sur cette affaire tout en encourageant « *les autres victimes et les personnes qui ont connaissance de ces genres d'actes à informer la justice pour combattre ce phénomène qui prend de l'ampleur* ».

La nouvelle loi sur la traite de personnes permet à ces filles d'avoir accès à la justice et bénéficier d'une assistance holistique de la part des acteurs de première ligne impliqués dans la lutte contre la traite des personnes en RDC. « *Nous pensons que si justice est rendue pour ces filles, cela encouragera les autres victimes à dénoncer leurs bourreaux. En surmontant leur peur et en allant porter plainte, elles permettent aux autorités judiciaires de poursuivre et de démanteler les réseaux de trafiquants d'êtres humains en RDC* », a relevé de son côté Ely Thélot, conseiller technique de l'OIM.

La nouvelle loi comble également un vide juridique énorme en matière de la répression du crime de traite des personnes. Avant 2022, il n'existait pas une loi spécifique permettant aux magistrats congolais de poursuivre les criminels s'adonnant à des pratiques de traite des personnes sur le territoire congolais.

Le dépôt de cette plainte constitue également le couronnement du travail abattu par l'OIM qui, depuis 2020 – avec un financement du gouvernement américain à travers USAID, appuie les efforts consentis par les autorités congolaises en vue de combattre la traite des personnes dans le pays, en renforçant les capacités des acteurs de première ligne dont des avocats, magistrats, bourgmestres, agents de sécurité, acteurs sociaux, sur l'ampleur de ce phénomène et le rôle qu'ils peuvent jouer pour endiguer ce fléau.

PLAIDOYER POUR UN MEILLEUR ACCÈS DES MIGRANTS ET POPULATIONS MOBILES AUX VACCINS CONTRE LA COVID-19 EN RDC

L'OIM a participé le 28 février 2023 à Kinshasa à une réunion de plaidoyer sur l'accès des migrants et des populations mobiles aux vaccins contre la Covid-19. Cette séance de plaidoyer auprès du Secrétariat Général du ministère de la Santé a été dirigée par Ted Chaiban, Coordonnateur principal du Partenariat Mondial pour la préparation et la fourniture du vaccin contre la COVID-19 (CoVDP) en marge d'une visite en RDC du 27 février au 2 mars 2023.

La visite de M. Chaiban s'inscrit dans un effort conjoint visant à faire progresser les objectifs de la vaccination pour tous et de réaffirmer le soutien continu du Partenariat Mondial pour la préparation et la fourniture du vaccin à la RDC. Il a rappelé « *qu'il y a des provinces en RDC qui connaissent des besoins humanitaires et qu'il faut s'assurer que les personnes déplacées, celles qui vivent dans les quartiers limitrophes soient aussi vaccinées* »

Depuis septembre 2022, l'OIM appuie le programme élargi de vaccination du gouvernement de la RDC en mettant en œuvre des programmes visant à faciliter l'accès à la vaccination contre la COVID-19 à toutes les couches de la population, parmi lesquelles les voyageurs internationaux, les usagers frontaliers et les travailleurs de première ligne ainsi que les communautés transfrontalières. A ce jour, plus de 142 mille personnes sont complètement vaccinées à partir des Points d'Entrée (PoEs) et dans les sites de déplacés de l'Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Tanganyika avec l'appui technique de l'OIM.



UNE DÉLÉGATION DE L'OIM, UNICEF ET OMS CONDUITE PAR TED CHAIBAN DISCUTE AVEC LES DÉLÉGUÉS DU MIN DE LA SANTÉ POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AU VACCIN COVID-19 A TOUS



SOUS COMMISSARIAT DE MPANGA, CONSTRUIT PAR L'OIM DANS LA COMMUNE DE KIMBANSEKE, KINSHASA, ©OIM, MAI 2023



REMISE OFFICIELLE DE TROIS NOUVEAUX BÂTIMENTS À LA PNC DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLICE DE PROXIMITÉ DANS LA COMMUNE DE KIMBANSEKE À KINSHASA

L'Agence de coopération Japonaise (JICA) et l'OIM ont procédé jeudi 11 mai 2023 à la remise officielle de trois nouveaux bâtiments devant abriter le Commissariat de Mokali et les sous-commissariats de Kisantu et Mpanga dans la Commune de Kimbanseke.

La cérémonie de remise de ces bâtiments s'est tenue en présence du Vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières, de l'Ambassadeur du Japon en RDC, et du Commissaire Général de la PNC.

Ces infrastructures entrent dans le cadre de la mise en œuvre de la Police de Proximité (PdP), appuyée par l'Agence de coopération Japonaise (JICA). Elles contribuent de façon significative à l'amélioration de l'environnement de travail de la Police Nationale Congolaise (PNC), la sécurité et à l'accessibilité des services de la police aux populations.

En effet, plusieurs quartiers de la commune de Kimbanseke font face depuis quelques années à l'insécurité, alimentée par la recrudescence du phénomène Kuluna. Ce banditisme urbain touche plusieurs quartiers populaires de la commune de Kimbanseke. Chaque jour, des bandes de jeunes délinquants drogués munis de machettes agressent et extorquent les citoyens vivant dans cette localité. L'absence des postes de police dans plusieurs quartiers de la commune n'a fait qu'exacerber la situation.

A l'occasion de la remise officielle des bâtiments, le nouveau Commissaire divisionnaire principal de la Police nationale congolaise (PNC), le Général Benjamin Alongaboni a exhorté les commandants de la police bénéficiaires de ces nouveaux bâtiments d'en prendre soin, s'engageant à « mettre tout en œuvre pour assurer la durabilité de ces nouvelles infrastructures ».

Pour sa part, l'Ambassadeur du Japon a salué « une étape importante dans la promotion de la police de proximité à Kinshasa, estimant que ces commissariats constituent un des résultats tangibles du Projet de Professionnalisation de la Police pour la Population et la Paix (P4P) de la JICA.



DES MOYENS DE MOBILITÉ POUR LES COMMISSARIATS ET SOUS COMMISSARIATS, KIMBANSEKE

Des motos pour les commissariats de Mokali et de Kisantu afin de faciliter les patrouilles dans la commune



COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE LA PNC.

« Ces infrastructures est le visage de la vision de la modernisation des services de la PNC », Général Benjamin Alongaboni



AMBASSADEUR DU JAPON EN RDC

« J'espère voir la graine de la police de proximité semée à Kimbanseke se répandre bientôt dans tout le pays », S.E. Hiro Minami

POLICE DE PROXIMITÉ DANS LA COMMUNE DE KANZALA À TSHIKAPA

La dernière réunion du comité de pilotage du projet « renforcement de la cohésion et la confiance entre populations et les autorités à travers la police de proximité, le dialogue et la revitalisation Socio-économique au Kasai » s'est tenue le 15 mars 2023 à Tshikapa dans la province du Kasai.

Cette rencontre, présidée par le vice-gouverneur du Kasai Gaston Nkole, en présence des autorités provinciales de la police et représentants de la société civile locale, marque également la clôture dudit projet mis en œuvre depuis octobre 2020 par l'OIM, le PNUD, et l'ONU Femmes avec le financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix (PBF)

Au total, 200 agents de police de la province du Kasai ont été formés sur la police de proximité y compris sur des thématiques pertinentes relatives à la mission régalienne de la PNC telles que les droits de l'homme, la redevabilité, le partenariat, la prévention et la résolution des problèmes sécuritaires. Les Conditions de travail des policiers ont été améliorées grâce à la construction de 5 bâtiments dont 1 Commissariat et 4 sous-commissariats. Les structures de gouvernance locale de sécurité ont également été renforcées avec la mise en place d'un Comité local de paix et développement ainsi que des forums de quartiers incluant tous les membres de la communauté (jeunes, femmes, chefs coutumiers etc.). Par ailleurs, 275 jeunes ont été formés sur l'entrepreneuriat et les métiers porteurs par Onu Femmes et PNUD ainsi que la dotation de 375 micro-subventions servant à des activités génératrices de revenus, ont permis aux plus vulnérables de renforcer leur résilience économique.

« Ce fût un réel plaisir de voir un pari gagné dans le contexte auquel ce projet a été mis en œuvre. L'OIM encourage les autorités congolaises à préserver les acquis de ce projet en étendant ces formations des policiers dans d'autres territoires du Kasai. L'OIM se réjouit d'apprendre que d'autres partenaires comme l'Union européenne, à travers son projet Programme d'appui à la réforme de la Police nationale congolaise (PARP), compte pérenniser l'initiative en appuyant la mise en œuvre de la PdP dans d'autres communes de Tshikapa», s'est réjouie Émilie Oulaye, cheffe sous bureau de l'OIM à Tshikapa.



CONSEIL LOCAL DE SECURITE DE PROXIMITÉ DANS LA COMMUNE DE KANZALA, ©IOM 2023



NOUVEAU COMMISSARIAT DE REFERENCE DE KANZALA. CONSTRUIT PAR L'OIM A TSHIKAPA, PROVINCE DU KASAI, ©IOM 2023

8 MARS : DES PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES SENSIBILISÉES SUR LE RÔLE DES FEMMES DANS LA GOUVERNANCE DES SITES DE DÉPLACEMENT

À l'occasion de la célébration de la journée internationale de la femme, l'OIM a organisé des sessions de sensibilisation dans quatre sites de déplacement dans les provinces de l'Ituri et du Tanganyika pour promouvoir l'autonomisation et les droits des femmes en général, ainsi que le rôle des femmes déplacées dans la gouvernance des sites. Au total, 213 personnes déplacées, dont 158 femmes et 55 hommes ont été sensibilisés sur la masculinité positive.

L'OIM a diffusé des messages-clés dans les sites de déplacement notamment sur les Discours de haine, les stéréotypes et le sexisme, la paix et sur la représentation équitable des femmes au sein des structures de gouvernance des sites de déplacement.



SENSIBILISATION DES DÉPLACÉS DU SITE LINJI 3 À DJUGU (ITURI) SUR LE RÔLE DES FEMMES DANS LA GOUVERNANCE DES SITES, JOURNÉE INT DES DROITS DE LA FEMME, © AIDES, PARTENAIRE DE L'OM, 2023



AVEC L'AIDE D'UN CARTON, UNE FEMME DÉPLACÉE DU SITE DE LINJI3 À DJUGU PLAIDE POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DU GENRE DANS LES SITES DES DÉPLACÉS, MARS, © IOM 2023

Les interventions de l'OIM en République démocratique du Congo sont soutenues par :



CONTACTS

PROGRAM SUPPORT UNIT

PSUDRC@iom.int

TEL : +243 (0) 81 508 7980

Email: drcongo.iom.int

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS

372 Avenue Colonel Mondjiba, Kinshasa, Ngaliema
Bâtiment 58, Concession Utex/Immotex

